

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Emploi et création
d'entreprises**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Rapport annuel sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville 2019

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

La réforme de la politique de la ville, qui s'est traduite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

La Métropole est devenue compétente en matière de politique de la ville et, à ce titre, a signé le 10 juillet 2015 son contrat de ville, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'Etat notamment.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville. Afin de rendre compte des actions mises en œuvre et développées au bénéfice des habitants des 12 quartiers prioritaires, tous situés au sein de la Ville de Montpellier, le rapport s'appuie sur les 5 objectifs opérationnels du contrat de ville qui constituent son ossature :

1. Le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
2. Le renforcement de la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine et la poursuite du renouvellement urbain ;

3. Le soutien aux jeunes et aux familles, dans une approche de coéducation et de renforcement de la mixité sociale à l'école ;
4. L'assurance pour chaque citoyen d'un accès équitable aux droits, services et équipements en privilégiant « l'aller vers » et l'adaptation de l'existant ;
5. L'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Organisé en 5 parties, le rapport présente la stratégie et les principales orientations des collectivités, les modalités de gouvernance et de mise en œuvre du contrat de ville, un bilan qualitatif des actions menées, un bilan financier, et enfin les dispositifs connexes au contrat de ville. Dans ce rapport 2019, il a été fait le choix de privilégier une approche territoriale pour la présentation du bilan des actions mises en œuvre dans le cadre du contrat de ville à destination des habitants des quartiers. Ce choix répond notamment à une demande des conseils citoyens d'avoir une plus grande lisibilité des projets déployés au sein de chaque quartier prioritaire.

Ce rapport ne présente pas l'exhaustivité des actions développées, mais propose de donner les principales caractéristiques de 2019 pour chaque territoire.

Pour chacun d'eux, des éléments de bilan sont présentés sur les thématiques principales du Contrat de Ville mises en œuvre sur ces quartiers. Une focale particulière est effectuée sur le volet emploi – développement économique - insertion du contrat de ville et plus particulièrement sur le PODEM, dans la partie présentant les projets qui concernent tous territoires de la ville de Montpellier, puisque cette thématique est effectivement transversale.

A titre d'illustration, quelques projets soutenus au titre de l'appel à projets 2019 du contrat de ville :

- **MOSSON : Paillade/Hauts de Massane**

COUVEUSE ICC - Context'Art

L'association conseille, forme et accompagne des porteurs de projets et des entreprises du secteur de l'économie créative. Elle offre un espace d'accueil, d'hébergement et de test en couveuse pour les créateurs d'entreprise du secteur créatif, en démarrage.

Véritable tremplin économique pour les porteurs de projets créatifs des quartiers prioritaires, la couveuse de Context'Art à la Mosson a accueilli 40 personnes en 2019, dont la moitié bénéficie d'un diagnostic, et 8 ont commencé à tester leur activité.

- **CEVENNES : Petit Bard – Pergola/Celleneuve/Cévennes**

FACE HERAULT - e-accès aux droits

De nombreux habitants des quartiers prioritaires n'ont pas accès à l'outil informatique, n'en ont pas la maîtrise ou n'ont pas de connexion. En parallèle, la dématérialisation des démarches administratives par les institutions publiques est croissante d'année en année, éloignant de leurs droits toute une frange de la population.

Fort de ce constat, et afin de faire évoluer ses pratiques et accompagner au mieux les habitants à l'autonomie à l'outil informatique, Face Hérault a déployé en 2018 et développé en 2019 « Le café social numérique ». Ce lieu est équipé d'ordinateurs fixes et de tablettes qui permettent l'apprentissage par la mise en pratique. Les habitants sont aussi encouragés à venir avec leur propre matériel afin que l'apprentissage soit le plus adapté.

En 2019, 37 ateliers d'e accès aux droits réunissant 194 participants (ateliers collectifs) ont été mis en place. En accompagnement individuel, ce sont 566 démarches en ligne accomplies avec les publics sur des thématiques de la vie quotidienne

- **SUD : Lemasson/Tournezy/Pas du Loup - Val de Croze**

RC LEMASSON – Coup de pouce

Le projet « coup de pouce » porté par le RC Lemasson a pour but l'accueil, le suivi, l'accompagnement scolaire et professionnel des publics adolescents de 13 à 25 ans issus du quartier, qu'ils soient adhérents au club ou non. Le soutien scolaire s'effectue deux fois par semaine, les mardi et jeudi, de 17 h à 19 h. 120 jeunes ont bénéficié d'un accompagnement en 2019.

- **CENTRE : Gély/Figuerolles**

BOUTIQUE D'ECRITURE – Des livres à soi

Des livres à soi est un programme de médiation à la littérature jeunesse, principalement déployé dans les quartiers prioritaires (en 2019 à Figuerolles, la Mosson et la Pompignane), qui recourt au livre jeunesse comme vecteur d'inclusion sociale et de soutien à la parentalité. Il s'organise avec deux structures de proximité que fréquentent les familles, la Boutique d'écriture et le centre social 1 001 familles-Alisé. En 2019, 16 parents et 41 enfants ont bénéficié de cette action.

- **AUTRES TERRITOIRES: Pompignane/Aiguelongue/Vert Bois**

PASSE MURAILLE – Jardin partagé au cœur de Vert Bois

L'objectif de ce projet est d'accompagner les habitants à créer et gérer collectivement un jardin partagé au cœur de leur résidence, et à développer des activités favorisant les rencontres et collaborations intergénérationnelles autour du jardin partagé. Il s'agit également de valoriser son cadre de vie en le végétalisant et en favorisant la biodiversité. Plus de 80 habitants participent à cette dynamique de valorisation du cadre de vie et de vivre ensemble.

- **TOUS TERRITOIRES**

INITIATIVE MONTPELLIER PIC SAINT LOUP (IMPSL)

Pour donner un coup de pouce aux porteurs de projet des quartiers prioritaires ou à ceux qui souhaitent y implanter une activité, l'association IMPSL a créé le « Prêt Excellence Quartier », avec le soutien financier de la Métropole de Montpellier, de l'Etat, de la Région Occitanie et de BPI France.

A son actif, plus de 50 projets financés depuis 2017. Une innovation exemplaire qui a essaimé au sein d'Initiative France, premier réseau associatif de financement et d'accompagnement de créateurs et repreneurs d'entreprises, dont fait partie IMPSL. La clé du succès est d'avoir, en plus de l'accompagnement assuré par l'association, intégré dans l'offre, le parrainage avec près d'un tiers des 80 chefs d'entreprise bénévoles d'IMPSL qui s'engagent à parrainer leurs nouveaux pairs et à les intégrer dans leurs réseaux.

De manière globale, le rapport 2019 de la politique de la ville fait état d'un engagement financier (crédits spécifiques et de droit commun) de l'ensemble des partenaires à hauteur de 3,560 M€ sur la totalité des enjeux du contrat de ville et pour les projets déposés dans le cadre de l'appel à projets annuel (qui a vocation à soutenir principalement des opérateurs associatifs dont les projets répondent aux enjeux du contrat de ville). Ces crédits ne constituent pas l'exhaustivité des moyens déployés par les institutions sur les quartiers, notamment pour la Ville et la Métropole qui accordent des subventions de fonctionnement aux associations dans le cadre de son appel à projets annuel.

La répartition financière par enjeu traduit les priorités que les partenaires ont voulu donner à ce contrat de ville, mais également les moyens engagés spécifiquement au profit des habitants, notamment concernant l'éducation, le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion, l'accès aux droits mais aussi à la culture, la santé et les sports.

La répartition géographique de ces crédits montre une prédominance du quartier Mosson / Hauts de Massane – plus de 1,5 M€, (la population représente 41,3 % de la population totale des quartiers prioritaires). Viennent ensuite le Petit Bard-Pergola (373 K€), Figuerolles (262 K€), les Cévennes (202 K€).

Par ailleurs, la Métropole a engagé et animé en 2019, via son service politique de la ville, un travail de construction, partenarial et participatif impliquant les partenaires institutionnels, les conseils citoyens et les associations pour aboutir à un Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) qui constitue l'avenant n°2 au contrat de ville.

L'ensemble de la démarche a conduit à faire évoluer le cadre opérationnel du contrat de ville sans remettre en cause la stratégie arrêtée en 2015. Ainsi, dans un souci de simplification et de plus grande lisibilité, l'avenant du contrat de ville s'appuie dorénavant sur 67 fiches opérationnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport annuel politique de la ville 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 décembre 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201130-148092-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/12/20
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.